

Unité départementale de l'Oise  
283, rue de Clermont  
ZA de la Vatine  
60000 Beauvais

Beauvais, le 24/07/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 21/07/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SUEZ ORGANIQUE**

38 avenue Jean Jaurès  
78440 Gargenville

Références : IC-R/337/25-NEC/SF  
Code AIOT : 0005106528

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/07/2025 dans l'établissement SUEZ ORGANIQUE implanté Site de SOVALD Val Gauthier 60250 Bury. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Le site a fait l'objet d'un départ de feu le 29 mai 2023 sur un stock de compost extérieur. Ce départ de feu s'est propagé à l'alvéole adjacente, dans laquelle du refus de compostage était stocké.

L'analyse des causes a fait ressortir les éléments suivants :

- l'absence de détection du départ de feu : le départ de feu est survenu lors d'un jour férié et d'un week-end prolongé, pendant lequel il n'y avait personne sur site ;
- l'absence de moyens de détection ;
- les murs des alvéoles de stockage étaient en mauvais état et ont permis la propagation à un stock adjacent.

Suite à l'information de la DREAL quant à la survenue du départ de feu, le site a fait l'objet d'une inspection le 5 juin 2023 et d'un projet de mise en demeure en date du 23 juin 2023.  
La société SUEZ Organique a émis des observations quant à ce projet.

Une seconde inspection, en date du 10 juillet 2023, a conduit à la signature de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 31 janvier 2024.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SUEZ ORGANIQUE
- Site de SOVALD Val Gauthier 60250 Bury
- Code AIOT : 0005106528
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

SUEZ Organique exploite un site de compostage de déchets verts et de boues sur la commune de Bury.

L'exploitation du site est encadrée par les arrêtés préfectoraux (AP) suivants :

- arrêté du 29 avril 2002, autorisant la société SOLVAD à exploiter une plateforme de bio-séchage et de compostage sur la commune de Bury, à valoriser et épandre le compost ;
- arrêté du 23 février 2006 modifiant l'autorisation d'exploiter la plateforme de compostage de Bury afin de valoriser et d'épandre le compost ;
- arrêté préfectoral complémentaire du 10 octobre 2014 fixant le montant de référence des garanties financières ainsi que les modalités d'actualisation de ce montant pour le site exploité par la société TERRALYS sur la commune de Bury ;
- arrêté préfectoral complémentaire du 9 février 2018 renouvelant les autorisations délivrées le 29 avril 2002 et le 23 février 2006 à la société SUEZ ORGANIQUE (anciennement TERRALYS) pour l'exploitation de ses installations de compostage situées sur la commune de Bury ;
- arrêté préfectoral complémentaire du 7 juin 2023 ;
- arrêté préfectoral complémentaire du 19 février 2024.

**Contexte de l'inspection :**

- Récolement

**Thèmes de l'inspection :**

- Air

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Suite à la plainte téléphonique reçue le vendredi 18 juillet 2025 de la part d'un salarié concernant "une absence de détection NH<sub>3</sub> sur le site et des conditions d'hygiène déplorables", l'inspectrice s'est rendue sur le site dès le lundi matin suivant et a constaté que chaque salarié est bien doté d'un détecteur NH<sub>3</sub> individuel et que les odeurs de NH<sub>3</sub> et de H<sub>2</sub>S au sein du bâtiment n'étaient pas insupportables mais celles communément observées sur un site de compostage de déchets verts.

Quant à la propreté des locaux mis à la disposition des salariés, ils sont propres et font l'objet d'un nettoyage quotidien par une société spécialisée.

Par ailleurs, les salariés disposent de vêtements de travail qu'ils peuvent changer quand ils le souhaitent et qui font l'objet d'un nettoyage organisé par l'exploitant.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Mesures conservatoires	AP de Mise en Demeure du 31/01/2024, article 2	Levée de mise en demeure
2	Mise à jour de l'étude de dangers_1	AP de Mise en Demeure du 31/01/2024, article 3.1	Levée de mise en demeure
3	Mise à jour de l'étude de dangers_2	AP de Mise en Demeure du 31/01/2024, article 3.2	Levée de mise en demeure
4	Remise en état de l'installation_1	AP de Mise en Demeure du 31/01/2024, article 4.1	Levée de mise en demeure
5	Remise en état de l'installation_2	AP de Mise en Demeure du 31/01/2024, article 4.2	Levée de mise en demeure
6	Respect des dispositions réglementaires _1	AP de Mise en Demeure du 31/01/2024, article 5.1	Levée de mise en demeure
7	Respect des dispositions réglementaires _2	AP de Mise en Demeure du 31/01/2024, article 5.2	Levée de mise en demeure
8	Prévention de la pollution atmosphérique _1	AP Complémentaire du 07/06/2023, article 4	Sans objet
9	Prévention de la pollution atmosphérique _2	AP Complémentaire du 07/06/2023, article 4	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a exécuté la totalité des actions et a rendu tous les documents demandés dans l'arrêté de mise en demeure du 31 janvier 2024. Ce dernier peut être abrogé.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Mesures conservatoires

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 31/01/2024, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Mesures conservatoires
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant procède aux mesures immédiates suivantes et s'assure de leur pérennité : <ul style="list-style-type: none"><li>• la mise en sécurité des installations du site : surveillance, mesures spécifiques, interdiction d'accès signalisée de manière adaptée et information des dangers présents (risques d'effondrements, de chute de matériaux, etc.) ;</li><li>• les travaux de nettoyage des cases dédiées au stockage du compost fini et du refus de tri ;</li><li>• la hauteur de tous les tas de stockage, que ce soit à l'intérieur du bâtiment dédié au process de compostage qu'à l'extérieur de ce dernier, est ramenée à 3 mètres ;</li><li>• les allées de circulation à l'intérieur du bâtiment et sur les aires de stockage en extérieur sont dégagées de toute matière pouvant entraver la libre circulation sur ces dernières, notamment en cas d'intervention des services de secours et d'incendie.</li></ul>
<b>Constats :</b>  a) L'interdiction d'accéder au droit des murs fragilisés, déjà en vigueur avant l'incendie, ainsi que l'interdiction d'évoluer à pied dans les zones de stockage de compost, a été rappelée aux opérateurs. Des pictogrammes ont été affichés sur site.  b) Les cases dédiées au stockage du compost fini et du refus de tri concernées par l'incendie ont été vidées et nettoyées.  c) Les hauteurs des tas ont été abaissées pour atteindre une hauteur de 3 mètres. L'exploitant a installé au niveau des cases de stockage des piges avec un marquage à 3 m, permettant de contrôler en tout temps la hauteur des stocks et de ne pas dépasser la hauteur maximale autorisée lors de la mise en alvéoles des produits. Les stocks en intérieur et en extérieur respectent la hauteur des 3 m.  d) Les allées et voies de circulations ont été dégagées.  <b>L'exploitant respecte la prescription susmentionnée.</b>

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure

**N° 2 : Mise à jour de l'étude de dangers\_1**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 31/01/2024, article 3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, EDD
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>3.1 - En application de l'article R. 515-98 du Code de l'environnement, l'exploitant mettra à jour intégralement son étude de dangers en y intégrant le retour d'expérience issue de l'accident survenu les 29 et 30 mai 2023.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis par courriel du 21 juillet 2025 l'étude de dangers du site remise à jour.</p> <p>Les modélisations suite à l'analyse préliminaire des risques (APR) ont permis de montrer que le scénario accident associé à la mise à jour de l'étude de danger en zone « rouge » n'a pas d'effet hors du site :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Phase : compost</li> <li>- Événement redouté central : départ de feu</li> <li>- Événement initiateur : agression naturelle / défaillance matérielle / perte de contrôle</li> <li>- Phénomène dangereux : incendie</li> <li>- Barrières de prévention : modes opératoires, consignes de sécurité, personnel formé et habilité, plan de prévention, entretien du matériel, maintenance périodique, système d'évaluation du risque, surveillance et maintenance renforcées, caméras thermiques</li> <li>- Barrières de protection et d'intervention : réserve incendie de 500 m<sup>3</sup>, murs REI 120 et 180.</li> </ul> <p>Un rapport de modélisation incendie a été réalisé dans le cadre du dossier de porter-à-connaissance remis fin 2023. Les modélisations montrent que les effets thermiques générés en cas d'incendie sont confinés à l'intérieur du site et ne sont pas susceptibles de générer des effets dominos aux autres zones et au bâtiment du site.</p> <p>L'étude ne présente donc pas de risque inacceptable.</p> <p><u>Justificatif :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Actualisation de l'étude de dangers n° KALIÈS KANO.23.499.R1.V1 du 5 décembre 2024</li> </ul> <p><b>L'exploitant respecte la prescription susmentionnée.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure
---

**N° 3 :** Mise à jour de l'étude de dangers\_2

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 31/01/2024, article 3.2
---

<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, EDD
--

<b>Prescription contrôlée :</b>
---------------------------------

3.2 - En attendant, une première partie de l'étude de dangers remise à jour sera intégrée au dossier de porter-à-connaissance qui sera déposé au plus tard début octobre 2023 et portant sur la mise en conformité du site pour les cases de stockage.
--

<b>Constats :</b>
-------------------

L'exploitant a remis un dossier de porter-à-connaissance le 5 décembre 2023 relatif :
---

- |  |
|--|
| <ul style="list-style-type: none"><li>- à la démolition et à la reconstruction de l'ensemble des murs des alvéoles de stockage extérieures de compost ;</li><li>- à la mise en place de mesures techniques et organisationnelles afin de pouvoir détecter au plus tôt un éventuel départ de feu.</li></ul> |
|--|

Le document compote une partie 4 intitulée « <u>notice d'impacts</u> » en termes de <u>risques accidentels</u> . Elle intègre une nouvelle modélisation des flux thermiques issus d'un incendie au niveau des nouvelles alvéoles de maturation extérieures.
---

D'après la modélisation, et la cartographie, les flux thermiques générés par un incendie sur les alvéoles 1, 2, 3, 4 et 5 ne sortent pas des limites du site. Ils ne provoquent pas non plus d'effets domino ni vers les alvéoles de stockage situées en face, ni vers le bâtiment.
---

D'après la modélisation, et la cartographie, les flux thermiques générés par un incendie sur les alvéoles 6, 7 et 8 ne provoquent pas d'effets domino ni vers les alvéoles de stockage situées en face, ni vers le bâtiment et ne sortent pas des limites du site.
--

L'exploitant respecte la prescription susmentionnée.
--

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
--

<b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure
---

**N° 4 :** Remise en état de l'installation\_1

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 31/01/2024, article 4.1
---

<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Diagnostics
--

<b>Prescription contrôlée :</b>
---------------------------------

4.1 - L'exploitant communique à l'inspection des installations classées les compte-rendus des diagnostics réalisés dans la zone impactée par le sinistre, accompagnés d'un programme d'actions de mise en conformité.

Les diagnostics portent notamment :

- sur la vérification des caractéristiques des murs des casiers atteints par le sinistre et de tous les autres présents sur les aires de stockage du site (en intérieur et en extérieur) ;
- sur la vérification de l'étanchéité du sol de la zone impactée par le sinistre.

#### Constats :

Le diagnostic référencé SUEZ du 07 juin 2024 13:17. RE\_ Bury - Rapport initial - G2 PRO.msg relatif à la réalisation d'une reconnaissance préalable du terrain d'assise avec établissement du rapport d'étude géotechnique a été transmis à l'Inspection. Il conclut que la zone impactée par le sinistre est constituée du bas vers le haut d'une dalle béton et d'une dalle enrobée ne présentant aucune fissure visible. Le mur est jointé à la dalle en béton.

La dalle n'a pas été dégradée par l'incident.

L'enrobé n'a pas été impacté par la chaleur et reste parfaitement étanche.

De la même manière, la structure du mur ne présente aucun signe de risque d'effondrement.

Par courrier du 30 juin 2023, l'exploitant a informé la DREAL qu'il avait lancé des travaux de remise en état des murs séparatifs intérieurs. Ces travaux ont été réalisés par l'entreprise LOGITRAVAUX :

- A l'extérieur du site, quelques murs présentaient des blocs de béton potentiellement dangereux retenus par le ferrailage. Ces blocs ont été supprimés.

- Concernant la zone de stockage à l'arrière du site, tous les murs ont été supprimés et remplacés par des murs de type " bloc béton" conformes en termes de résistance au feu et en termes de sécurité.

La hauteur des murs est suffisante pour éviter que les différents lots de matière ne se touchent.

Les murs sont implantés de façon à respecter la distance d'éloignement de 8 m.

- Concernant l'intérieur du bâtiment, les murs les plus fragiles, c'est-à-dire les murs des fosses, ont été rénovés.

Le rétroplanning de l'opération a été le suivant :

- juillet / août 2023 : consultation pour la réalisation d'une étude géotechnique et rédaction du cahier des charges de génie civil ;
- septembre 2023 : réalisation de l'étude géotechnique et consultation des entreprises de Génie civil ;
- octobre 2023 : consultation des entreprises installant les moduloblocs ;
- novembre 2023 : négociation des offres et validation des devis ;
- décembre 2023 à fin avril 2024 : réalisation de l'ensemble des travaux ;



- décembre 2023 à fin avril 2024 : réalisation de l'ensemble des travaux ;
- mai 2024 : mise en service des nouvelles alvéoles de stockage.

L'exploitant respecte la prescription susmentionnée.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

#### N° 5 : Remise en état de l'installation\_2

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 31/01/2024, article 4.2

Thème(s) : Risques accidentels, Attestation de conformité

##### Prescription contrôlée :

Après chaque phase de travaux sur les cases extérieures et intérieures, l'exploitant transmet une attestation de conformité délivrée par un organisme compétent validant la réalisation des travaux de mise en conformité pour les équipements et matériels dont la défaillance pourrait présenter des risques pour la sécurité des personnes et pour la préservation de l'environnement.

##### Constats :

L'exploitant a transmis par courriel du 21 juillet 2025 les rapports de SOCOTEC concernant la conformité des travaux réalisés sur le site.

Le Rapport Final de Contrôle Technique (n° d'affaire : 240421060000002 - référence chrono : CT/21060/1124/0099 du 22 novembre 2024) concerne la construction de nouveaux casiers en béton armé de 5 m de haut en béton armé, après destruction des casiers existants.

Ces avis de SOCOTEC ont été formulés par référence à la norme NF P03-100 (Critères généraux pour la contribution du contrôle technique à la prévention des aléas techniques dans le domaine de la construction) :

- analyse de risque : "l'ensemble des avis que nous avons émis dans le cadre de notre mission au cours de l'opération ont été suivis d'effet" ;
- évaluation de la conformité : "l'ensemble des avis que nous avons émis dans le cadre de notre mission au cours de l'opération ont été suivis d'effet".

##### Justificatifs :

Avis en phase de réalisation des travaux : installation de murs de stockage en béton - SUEZ ORGANIQUE - BURY

Référence du chrono : CT/21060/0624/0037 du 06 juin 2024 - Rapport RICT 1

Référence du chrono : CT/21060/0624/0047 du 10 juin 2024 - Fiche examen de document N° 1 : rapport d'étude géotechnique

Référence du chrono: CT/21060/0624/0069 du 14 juin 2024 - Fiche examen de document N° 2 : plan de ferraillage

Référence du chrono: CT/21060/0624/0070 du 14 juin 2024 - Fiche avis travaux N° 3 : note de calculs, justifiant le dimensionnement des ouvrages

Référence du chrono: CT/21060/0724/0059 du 11 juillet 2024 - Fiche examen de document N° 4 - degrés de résistance au feu recherchés (CF 2h ou 3h)

Référence du chrono : CT/21060/0924/0174 du 30 septembre 2024 - Fiche avis travaux N° 5 : PV de résistance au feu des tresses coupe-feu

Référence du chrono: CT/21060/1124/0098 du 22 novembre 2024 - Fiche examen de document N° 6

L'exploitant respecte la prescription susmentionnée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure

#### N° 6 : Respect des dispositions réglementaires\_1

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 31/01/2024, article 5.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Article 6 de l'arrêté ministériel du 22 avril 2008

##### **Prescription contrôlée :**

L'exploitant est mis en demeure de respecter :

5.1 - les dispositions de l'article 6 de l'arrêté ministériel du 22 avril 2008 susvisé :

- en mettant en place une surveillance du site pour détecter tout départ d'incendie et un dispositif d'astreinte en tout temps efficace.

##### **Constats :**

L'incendie des 29 et 30 mai 2023 a fait ressortir certaines problématiques, notamment l'absence de détection d'un départ de feu en dehors des heures d'exploitation.

##### Caméras thermiques

Le site dispose d'une caméra thermique portative. Chaque vendredi, une ronde d'inspection est réalisée pour vérifier l'absence de températures anormalement élevées.

Pour compléter le réseau existant de caméras thermiques, 5 caméras ont été installées sur la zone extérieure. Ces caméras permettent de surveiller l'ensemble des alvéoles de stockage extérieures.

##### Astreinte

Le site de Bury a mis en place une astreinte, pour être prévenu en cas de détection des caméras incendie.

La centrale de Système de Sécurité Incendie (SSI) est équipée d'une carte SIM, permettant l'envoi de SMS vers 3 numéros de téléphone en cas de détection. Ainsi, les numéros des 3 collaborateurs les plus proches du site ont été sélectionnés.

Une astreinte nationale est également en place dans les procédure de SUEZ, avec un numéro

d'astreinte national SUEZ Alert.

#### Extincteurs

Le parc extincteurs a été renforcé. Ainsi, deux extincteurs de grande capacité ont été ajoutés sur la zone extérieure de stockage de compost, portant le nombre d'extincteurs grande capacité à quatre. Les extincteurs ont été répartis pour couvrir l'ensemble de la zone.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure

#### N° 7 : Respect des dispositions réglementaires\_2

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 31/01/2024, article 5.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Article 3.1 de l'arrêté ministériel du 22 avril 2008

##### **Prescription contrôlée :**

L'exploitant est mis en demeure de respecter :

5.2 - les dispositions de l'article 3.1 de l'arrêté ministériel du 22 avril 2008 susvisé :

- en revoyant l'organisation de son site afin qu'aucune aire de l'installation de compostage ne soit située à moins de 8 mètres des limites de propriété.

##### **Constats :**

Concernant le respect de la distance de 8 mètres entre les aires de l'installation et la limite de propriété, dans le cadre de la remise en état de l'aire de stockage, les nouveaux murs ont été implantés de telle sorte à respecter cette distance.

**L'exploitant respecte la prescription susmentionnée.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure

#### N° 8 : Prévention de la pollution atmosphérique\_1

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 07/06/2023, article 4

**Thème(s) :** Produits chimiques, Rejets canalisés

##### **Prescription contrôlée :**

[...]

- les rejets canalisés sont ceux extraits par aspiration des parties basses des casiers de compostage. Ils font l'objet d'un traitement par une tour de lavage (laveur acide). Le bon fonctionnement de l'aspiration est vérifié quotidiennement. La tour et les automates font l'objet d'un entretien annuel par un organisme compétent ;

[...]

<p><b>Constats :</b></p> <p>L'entretien annuel de la tour de lavage et des automates font l'objet d'un protocole national SUEZ.</p> <p>Le dernier nettoyage a été effectué les 17 et 18 juin 2025.</p> <p><u>Justificatif :</u></p> <p>- Rapport d'intervention CLAUGER du 18 juin 2025.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 9 : Prévention de la pollution atmosphérique\_2**

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 07/06/2023, article 4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Emissions diffuses</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]</p> <p>- les émissions diffuses issues du compostage sont confinées au maximum à l'intérieur du bâtiment. Le dispositif d'éolage permet d'orienter ces émissions diffuses vers les trois extracteurs au toit du bâtiment. En période d'activité normale, en journée, deux éolages sur trois sont allumés, et la nuit les trois sont allumés. Cette technique permet de propulser les rejets diffus en altitude pour mieux les disperser. Une maintenance régulière des systèmes d'extraction d'air est réalisée par un organisme compétent. Une vérification visuelle du bon fonctionnement est assurée quotidiennement.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les systèmes d'extraction d'air ont fait l'objet d'une maintenance réalisée par la société DELAMET les 2 et 3 juillet 2025.</p> <p>Le rapport n'a pas encore été émis mais le prestataire a confirmé qu'aucune observation n'a été constatée.</p> <p>Chaque opérateur est équipé d'un détecteur NH<sub>3</sub> individuel.</p> <p>Le jour de la visite d'inspection, deux éolages étaient en fonctionnement.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>